

**COMMUNIQUE**

Paris, le 12 décembre 2025

Entre réformes, transition écologique et reconnaissance des agents : bilan des échanges avec l'administration

L'administration a répondu aux **points soulevés** par **FO Agriculture** en rappelant que les effets du Projet de Loi de Finances seront connus ultérieurement et que le **RIFSEEP avance chez les opérateurs**. En 2026, la **mobilité fera l'objet d'une expérimentation avec une campagne de printemps et des mobilités mensuelles**. La ministre réaffirme son soutien aux agents. Une **incertitude subsiste sur le Reset Brexit** mais une réunion est prévue. La correction de l'**IFSE à La Réunion** est présentée comme une mise en conformité. Dans l'enseignement agricole, une **réorganisation des formations et un accompagnement RH** sont engagés. Enfin, les textes pour l'**octroi du CTI** (Complément de traitement indiciaire) aux **infirmier·e·s** ont été transmis à l'Éducation nationale.

Régime indemnitaire des enseignants-chercheurs (RIPEC) : Le projet de décret améliore le fonctionnement du RIPEC (clarification des bénéficiaires, assouplissement de la prime C3 - prime individuelle liée à la qualité des activités). **FO Agriculture approuve ces évolutions**. Le texte est adopté à l'unanimité.

Transition écologique du ministère : Le ministère a présenté sa stratégie avec des objectifs chiffrés ambitieux à l'horizon 2030. **FO Agriculture** rappelle qu'en tant que syndicat **Force Ouvrière**, elle **n'interroge pas les choix politiques en matière d'objectifs, mais questionne les moyens, les effectifs et les modalités concrètes** de mise en œuvre de cette politique, appliquée par les agents du MAASA et impactant leurs conditions de travail. Elle regrette à ce titre que les agents aient été omis de cette présentation. **FO Agriculture** souligne néanmoins que la **forte baisse des moyens entre 2024 et 2025** fragilise cette mise en œuvre et alerte sur le risque de décalage entre les ambitions affichées et les capacités réelles des services. Concernant le plan de transformation écologique et énergétique du MAASA, les mesures envisagées, telles que l'**Open Space, le Flex Office et la densification, inquiètent les agents**. **FO Agriculture** demande une évaluation de leur impact ainsi que des garanties pour préserver la qualité de vie au travail.

Enseignement Agricole, EPA3 et La loi d'Orientation pour la Souveraineté Alimentaire et le Renouvellement des Générations en Agriculture (LOSARGA) : Le bilan d'EPA2 et la préparation d'EPA3 confirment la place de l'enseignement agricole dans les transitions. **FO Agriculture** se félicite de la **6^e mission inscrite dans la LOSARGA**, tout en alertant sur la **situation financière fragile de nombreuses exploitations pédagogiques** et en demandant des **compensations dédiées**.

Cybersécurité : Le ministère rappelle la **montée des cyberattaques** et l'**importance des signalements de phishing**, tandis que **FO Agriculture** signale des fragilités particulières :

- absence de matériel individuel pour les enseignants,
- postes partagés avec les élèves, peu de retours après signalement de phishing,
- et demande un **meilleur accompagnement des agents et des moyens adaptés**.

Expertise et reconnaissance des compétences : Le rapport du CGAAER montre la place centrale de l'expertise scientifique et technique pour le ministère. **FO Agriculture** insiste sur la **sous-reconnaissance des experts en général**, et des agents de la formation et de la recherche en particulier, et propose de **mieux valoriser l'expertise par l'indemnitaire** afin de fidéliser les **compétences rares**. **FO Agriculture** alerte sur la nécessité d'offrir des parcours professionnels aux experts.

Maintenant cap sur 2026 pour défendre les missions, leurs mises en œuvre, et le respect des droits des personnels.